

# Amnesty demande aux autorités algériennes de libérer tous les détenus d'opinion

La section algérienne d'Amnesty International exhorte les autorités algériennes à libérer tous les détenus d'opinion et à cesser la répression contre les manifestants et les opposants.

Dans un document posté sur son site web, l'ONG demande à ses partisans de signer une pétition appelant les autorités algériennes à libérer sans conditions tous les détenus d'opinion dans le pays.

L'organisation accuse les autorités algériennes d'avoir saisi la crise sanitaire de COVID-19 pour accélérer la répression contre les militants, mais aussi contre les médias et les journalistes.

''Les autorités algériennes profitent de la pandémie de COVID-19 pour accélérer la répression contre les militants du Hirak, jeter les opposants en prison et réduire les médias au silence. Demandez aux autorités de libérer immédiatement tous les détenus d'opinion'', accuse Amnesty Algérie.

Cette dernière rappelle que face à la propagation de la pandémie de COVID-19, les militants ont suspendu les manifestations pacifiques du Hirak. Les autorités, elles, n'ont pas suspendu leurs actions contre eux, déplore Amnesty. ''Le gouvernement a réprimé le mouvement en arrêtant et en emprisonnant de nombreuses personnes'', dénonce-t-elle. En agissant ainsi, les autorités sanctionnent, aux yeux d'Amnesty, les militants pour avoir fait usage de leur liberté d'expression et, dans le même temps, elles mettent en péril leur santé.

Selon l'organisation, entre le 7 mars et le 13 avril, au moins 20 militants ont été convoqués pour être interrogés par la police, ou interpellés et placés en détention provisoire, ou condamnés pour des accusations liées uniquement à l'exercice de leur droit à la liberté d'expression ou de réunion pacifique dans divers endroits en Algérie. Au moins 32 personnes arrêtées de manière arbitraire pendant les manifestations du Hirak sont aujourd'hui encore derrière les barreaux.